



RENDU EXECUTOIRE LE

12 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0034-AR

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0034du **27 DEC. 2022**

Portant fixation pour l'année 2023
du tarif hébergement pour les bénéficiaires de
l'aide sociale à l'EHPAD "Les Rousselières" de
PLEUMARTIN géré par le CCAS de
PLEUMARTIN

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne du 7 janvier 2005 portant
habilitation partielle de l'EHPAD "Les Rousselières" à Pleumartin à accueillir des bénéficiaires de
l'aide sociale ;

VU la convention n° 2005-001-DISS-ETAB relative à l'habilitation partielle de
l'EHPAD "Les Rousselières" à Pleumartin à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à
l'hébergement conclue le 27 janvier 2005 complétant l'arrêté susvisé ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au
budget départemental primitif 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :


ARTICLE 1 : La prestation relative à l'hébergement des personnes âgées,
remboursable à l'EHPAD "Les Rousselières" à Pleumartin pour les bénéficiaires de l'aide sociale
départementale est fixée, à compter du 1^{er} janvier 2023, à :

54,00 € par jour

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du
Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour
les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du
Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de
la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17
cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la
réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux
mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de
réponse de sa part.

.../...

Envoyé en préfecture le 29/12/2022
Reçu en préfecture le 29/12/2022
Publié le 
ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0034-AR

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 27 DEC. 2022

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON